



Assemblée générale

Soixante-dix-septième session

15^e séance plénière

Lundi 7 octobre 2022, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Kőrösi (Hongrie)

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 69 de l'ordre du jour

Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par les organismes des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale

a) Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies

Projet de résolution (A/77/L.3)

Le Président (*parle en anglais*) : Avant que nous ne nous prononcions sur le projet de résolution, je rappelle aux membres que l'Assemblée tiendra également un débat sur ce point le 6 décembre.

Déclaration du Président

Le Président (*parle en anglais*) : La soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale a pour thème « Des solutions fondées sur la solidarité, la durabilité et la science ». Chaque jour passé dans cette salle devrait être consacré à la recherche de solutions, et aujourd'hui nous sommes face à une épreuve décisive. Il s'agit d'une épreuve décisive de solidarité à la suite d'un immense désastre qui frappe l'un de nos États Membres.

Le Pakistan est en pleine catastrophe climatique ; il connaît les pires inondations de son histoire récente. Tout comme à l'ouverture de la présente session, je suis aujourd'hui solidaire du peuple et du Gouvernement

pakistanaï. Dans les zones les plus durement touchées du pays, des torrents dévastateurs ont emporté avec eux des centaines de villages. La vie de 33 millions de personnes est sens dessus dessous, et 6,4 millions de personnes ont un besoin urgent d'aide humanitaire. À cause des inondations, au moins 3,4 millions d'enfants risquent de périr si on ne les aide pas.

Ce ne sont pas des chiffres, ce sont des vies. Les dommages sont énormes. Plus de 3,6 millions d'hectares de cultures ont été réduits à néant et 1 million de têtes de bétail se sont noyées. La situation alimentaire dans les parties du pays touchées par les inondations est déjà une urgence non déclarée. L'Organisation internationale pour les migrations et ses partenaires fournissent des abris d'urgence à nombre des dizaines de millions de personnes qui ont dû quitter leur foyer. C'est une tragédie aux proportions épiques. Sans intervention immédiate, ses conséquences nous conduiront à un état d'urgence permanent.

L'Assemblée générale s'est engagée à ne laisser personne de côté. Il y a seulement quelques semaines, les dirigeants mondiaux l'ont réaffirmé. En temps de crise, il est vital d'honorer cet engagement. Je pose la question à l'Assemblée : pouvons-nous être unis en solidarité avec le peuple pakistanaï au moment où il en a besoin ? Nous savons ce qu'il faut faire. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a produit un plan d'intervention. Le Pakistan sollicite l'Assemblée générale, signe d'une grande confiance dans l'Organisation. Je félicite ses dirigeants d'avoir présenté une proposition qui cherche des solutions par la solidarité.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Le temps nous est compté. Le prix que nous coûtent les retards augmente chaque jour. Plus que jamais, les efforts internationaux de secours doivent aussi être axés sur des solutions transformatrices. L'adaptation et la résilience sont les graines de la durabilité. Les sécheresses et les précipitations vont revenir. Mais quand ce sera le cas, nous devons tous être mieux préparés. Faisons appel à la science et à la solidarité pour renforcer nos capacités en matière de gestion des crises. Les temps sont durs, mais je suis convaincu que nous pouvons reconstruire en mieux. Et pour ce faire, nous devons reconstruire ensemble.

Je donne maintenant la parole à S. E. le Secrétaire général António Guterres.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Le peuple pakistanais est victime d'un sinistre calcul d'injustice climatique. Le Pakistan est responsable de moins de 1 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais il paie un prix exorbitant pour les changements climatiques d'origine humaine. Il y a un mois, je me suis rendu sur place et j'ai été témoin d'un carnage climatique inimaginable : des eaux de crues recouvrant une superficie trois fois supérieure à celle de mon pays, le Portugal. Beaucoup de gens ont tout perdu : leurs maisons, leur bétail, leurs récoltes, leur avenir. Des vies ont été emportées. Les plus vulnérables d'entre les vulnérables, les enfants, représentent un tiers des décès et des blessés.

Bien qu'il ait cessé de pleuvoir et que l'eau commence à se retirer, de nombreuses régions du sud du Pakistan restent inondées. Et à l'approche de l'hiver au Pakistan, des nuages encore plus sombres se profilent à l'horizon. La situation va de mal en pis. Le Pakistan est au bord d'une catastrophe de santé publique. Le risque d'une épidémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le paludisme et la dengue menacent de faire bien plus de victimes que les inondations. Près de 1 500 établissements de santé ont été dévastés, ce qui entrave considérablement les capacités de détection et de riposte face aux pandémies.

Plus de 2 millions de maisons ont été endommagées ou détruites. Cela représente plus de 2 millions de familles qui ont perdu leurs biens. Beaucoup n'ont pas d'hébergement à l'approche de l'hiver. Dans le même temps, l'ampleur de la destruction des cultures et du bétail est en train de créer une crise alimentaire et met en péril la saison des semences à venir. La faim aiguë monte en flèche. La malnutrition chez les enfants et les femmes allaitantes est en hausse, et le nombre d'enfants non scolarisés est évidemment en augmentation. Les

souffrances et les difficultés, en particulier pour les femmes et les filles, s'accumulent. Plus de 50 millions de personnes pourraient basculer dans la pauvreté. Pour tant de personnes qui ont si peu, les effets des inondations seront ressentis non pas pendant des jours ou des mois. Ces catastrophes en cascade qui touchent le Pakistan pourraient bien durer des années.

Face à ces besoins massifs, nous devons apporter un soutien massif. Nous travaillons en collaboration avec le Gouvernement pakistanais pour organiser une conférence d'annonce de contributions afin de réunir les donateurs au plus haut niveau pour fournir un appui concret aux efforts de relèvement et de reconstruction. J'invite instamment les pays donateurs, les institutions financières internationales et les autres organisations internationales concernées, ainsi que le secteur privé et la société civile, à appuyer pleinement ces efforts.

Dans l'intervalle, l'ONU a lancé le Plan d'intervention de 2022 dans les zones inondées du Pakistan. Le plan révisé appelle désormais à mobiliser 816 millions de dollars, soit une augmentation de 656 millions de dollars par rapport à l'appel initial, pour répondre aux besoins les plus urgents jusqu'en mai prochain. Mais cela n'est rien par rapport à ce qui est nécessaire sur tous les fronts, notamment pour fournir de la nourriture, de l'eau, des installations sanitaires, des abris, une éducation d'urgence, une protection et une aide sanitaire. Il est absolument essentiel de fournir un appui direct au Gouvernement pakistanais, un appui direct massif.

La question centrale reste la crise climatique. La date de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 27) approche à grand pas, mais le monde recule. Les émissions de gaz à effet de serre augmentent en même temps que se multiplient les catastrophes climatiques. La COP 27 doit être le lieu où ces tendances seront inversées. Elle doit être l'occasion de prendre des mesures sérieuses concernant les pertes et les dommages. Elle doit permettre de préciser les financements vitaux dont nous avons besoin pour l'adaptation et la résilience.

En particulier, les pays les plus riches ont la responsabilité morale d'aider les pays tels que le Pakistan à se relever, à s'adapter et à renforcer leur résilience face aux catastrophes qui ont été amplifiées par la crise climatique. N'oublions pas que 80 % des émissions à l'origine de ce type de destruction climatique proviennent des pays membres du Groupe des Vingt. Un tiers du Pakistan a été submergé par cette dernière

crise climatique. De nombreux petits États insulaires en développement sont confrontés à la perspective très réelle de voir leurs territoires entièrement submergés. Partout, les communautés sont confrontées aux effets destructeurs des changements climatiques. Nous devons agir, et nous devons agir maintenant.

Lorsque je me suis rendu au Pakistan, j'ai vu le meilleur de l'humanité. J'ai été témoin de l'immense générosité et de la solidarité de voisins et d'inconnus qui s'entraident. J'ai vu des personnes se mettre en danger et perdre tout ce qu'elles possédaient pour sauver d'autres personnes. J'ai vu des gens partager le peu qu'ils avaient avec une personne dans le besoin. Mais j'ai également vu l'avenir auquel nous pourrions tous être confrontés. Aujourd'hui, c'est le Pakistan ; mais demain, il pourrait s'agir de n'importe lequel de nos pays ou de nos communautés. Le chaos climatique frappe maintenant à toutes les portes. Nous devons nous mobiliser et répondre à l'appel du peuple pakistanais. Ces crises mondiales exigent une solidarité et une riposte mondiales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan, qui va présenter le projet de résolution A/77/L.3.

M. Akram (Pakistan) (*parle en anglais*) : Au nom des 145 coauteurs, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/77/L.3, intitulé « Expression de solidarité et appui au Gouvernement et au peuple pakistanais, et intensification des secours d'urgence et des activités de relèvement, de reconstruction et de prévention à la suite des récentes inondations dévastatrices », qui a été présenté au titre du point 69 a) de l'ordre du jour.

Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué si promptement cette séance de l'Assemblée générale afin d'examiner le projet de résolution A/77/L.3, qui exprime la solidarité de l'Assemblée avec le Pakistan. Je tiens également à remercier le Secrétaire général d'être présent parmi nous aujourd'hui, comme il l'est auprès du Pakistan depuis le début de cette catastrophe monumentale. Sa visite opportune au Pakistan pour exprimer personnellement sa solidarité, rencontrer les victimes, consulter nos dirigeants et appeler à fournir une aide massive au Pakistan, comme il l'a fait aujourd'hui, a conquis le cœur du peuple pakistanais. En effet, si un référendum était organisé au Pakistan, le Secrétaire général serait plébiscité non pas à 99 %, mais à 100 %.

Le Pakistan est l'un des pays au monde les plus vulnérables face aux changements climatiques, bien que nos émissions de carbone représentent moins de 1 % du total mondial. Au cours des 20 dernières années, des épisodes récurrents de phénomènes météorologiques extrêmes, tels que des inondations, des sécheresses, des vidanges brutales de lacs glaciaires, des cyclones et des vagues de chaleur, ont fait de nombreuses victimes et ont eu des conséquences négatives sur notre croissance économique. Les inondations sans précédent de 2010, par exemple, ont fait 1 600 morts, submergé une zone de 38 000 kilomètres carrés et causé des dommages d'environ 10 milliards de dollars. De même, la vague de chaleur de juin 2015 a coûté la vie à plus de 1 200 personnes à Karachi.

Au cours du premier semestre de cette année, le Pakistan a été confronté à des feux de forêt, des vagues de chaleur, des conditions de sécheresse et des vidanges brutales de lacs glaciaires. La vague de chaleur de mars à mai a donné lieu aux températures les plus élevées au monde et a déclenché plus de 89 incendies de forêt au Baloutchistan et au Khyber Pakhtunkhwa, plus de 30 vidanges brutales de lacs glaciaires dans les régions du nord et la sécheresse au Sind et au Baloutchistan.

Puis vint la pluie, que le Secrétaire général a qualifié de « mousson monstrueuse ». Comme dans la légende de Noé, la pluie est tombée pendant 40 jours et 40 nuits, produisant cinq fois plus de précipitations que les plus importantes jamais enregistrées, en particulier dans les provinces du Baloutchistan et du Sind, où les averses de mousson sont habituellement rares et intermittentes, et provoquant des crues soudaines et massives, des torrents dans les collines du Baloutchistan, du Sind et du sud du Pendjab ainsi que des inondations dans la majeure partie de la province du Sind. Un tiers du pays était sous les eaux, une superficie équivalente à celle du Royaume-Uni ou de l'État du Colorado aux États-Unis ou, comme l'a mentionné le Secrétaire général, à trois fois la taille du Portugal.

Le bilan a été très lourd. Plus de 1 700 personnes ont perdu la vie et 13 000 ont été blessées, tandis que 33 millions de personnes, dont 16 millions d'enfants, selon les estimations, ont été touchées par les fortes précipitations. Plus d'un million d'habitations, 13 000 kilomètres d'autoroutes nationales, 400 ponts et 2,2 millions d'hectares de cultures ont été endommagés. Les inondations ont déplacé au moins 7,9 millions de personnes, dont quelque 600 000 vivent dans des camps de secours. On estime que près de 800 000 personnes déplacées,

dont 175 000 femmes, 190 000 filles et 200 000 garçons, vivent dans plus d'une quarantaine de districts déclarés en situation de catastrophe.

L'ensemble des dommages causés par cette catastrophe est évalué à 32 milliards de dollars, soit 10 % du produit intérieur brut du Pakistan. La Banque mondiale estime qu'en conséquence directe des inondations, le taux de pauvreté national pourrait augmenter de 4,5 à 7 points de pourcentage, faisant basculer environ 9,9 à 15 millions de personnes dans la pauvreté et aggravant sensiblement celle touchant les foyers déjà démunis.

La nation pakistanaise tout entière a réagi de manière héroïque face à cette calamité historique, comme en a témoigné le Secrétaire général lui-même. Les Pakistanais et les Pakistanaises, même les plus pauvres, sont venus en aide à leurs compatriotes. Le Gouvernement a fourni à 2,2 millions de ménages une aide financière s'élevant à 245 millions de dollars et a distribué des centaines de milliers de tentes, de la nourriture, de l'eau et des médicaments aux personnes déplacées et sans ressources.

Les trois branches de l'armée ont contribué à sauver des milliers de personnes, avec 50 hélicoptères, des milliers d'embarcations et des équipes de sauvetage travaillant 24 heures sur 24 pour sauver des vies et mener des interventions de secours. Le Centre national de coordination et d'intervention en cas d'inondations, dirigé par le Premier Ministre, a été créé pour mettre en synergie toutes les interventions menées face aux catastrophes : recherche et sauvetage, logistique, soutien génie, achat de fournitures de secours et coordination de l'aide interne et externe.

Le Gouvernement et le peuple pakistanais sont très reconnaissants du soutien généreux que nous avons reçu des gouvernements, des institutions internationales de développement, des organisations de la société civile, des philanthropes et des particuliers du monde entier. Les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG), les bénévoles, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ainsi que d'autres partenaires internationaux se sont associés pour appuyer les efforts nationaux de secours et de relèvement. Leur solidarité et leur soutien ne seront pas oubliés.

L'Organisation des Nations Unies a été parmi les premiers à réagir. Le Secrétaire général et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) se sont joints au Gouvernement pakistanais pour lancer

un premier appel éclair de 160 millions de dollars, le 30 août, sur la base des rapports préliminaires relatifs aux pertes et aux dommages. Cependant, depuis cet appel éclair, les répercussions des inondations se sont largement étendues, en particulier dans le Sind, qui a été presque entièrement inondé.

En conséquence, un Plan révisé d'intervention dans les zones inondées du Pakistan a été lancé en collaboration avec l'OCHA, il y a trois jours, à Genève, dans le cadre d'un appel éclair revu à la hausse de 811 millions de dollars pour les neuf prochains mois. Dans le cadre de ce plan révisé, nous avons donné la priorité à huit secteurs clefs : l'éducation, la sécurité alimentaire et l'agriculture, la santé, la nutrition, la protection, le logement, l'eau et l'assainissement et la logistique. La menace que représentent les maladies transmises par l'eau telles que la dengue, le choléra et le paludisme constitue un problème grave et immédiat. Étant donné que de nombreux dispensaires ont été détruits et que les équipes médicales nationales sont débordées, mon gouvernement a demandé à nos partenaires de déployer des équipes médicales pour écarter la menace des épidémies.

Nous sommes encore dans la phase de secours et de sauvetage, mais nous avons commencé à préparer le relèvement et la reconstruction du pays. Une équipe nationale, dirigée par le Ministre de la planification, et l'équipe de base de la Banque mondiale, de l'ONU, de la Banque asiatique de développement et de l'Union européenne ont réalisé une évaluation des besoins après la catastrophe. Suite à cette évaluation, les principaux domaines qui ont été identifiés sont la relance des moyens de subsistance et des activités agricoles, la reconstruction des logements privés ainsi que le réaménagement, le relèvement et la reconstruction des infrastructures publiques, telles que les routes et les ponts, et des infrastructures communautaires, en particulier les établissements d'enseignement et de santé.

L'évaluation sera présentée cette semaine à une réunion de la Banque mondiale. Nous espérons qu'elle suscitera une réponse positive de la part de tous nos partenaires internationaux et bilatéraux. Cette évaluation servira ensuite de base à l'élaboration d'un plan national global de relèvement et de reconstruction par le Gouvernement pakistanais, que nous espérons présenter à la conférence d'annonce de contributions envisagée dans le projet de résolution A/77/L.3. Notre objectif est de reconstruire les infrastructures endommagées et de bâtir les futures infrastructures de manière à assurer leur

résilience face aux inondations, à la chaleur, à la sécheresse et à la fonte de nos 7 200 glaciers, la plus grande formation de glace en dehors des régions polaires.

Nous savons que des changements climatiques se sont produits et se produisent encore, et bien que le Pakistan n'y ait pratiquement pas contribué, il doit faire face à leurs conséquences. Nous prônons la solidarité humanitaire, mais aussi la justice climatique. Les inondations qui ont dévasté le Pakistan avaient été prévues par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et par le Secrétaire général. Pourtant, nous n'avons pas réussi à enrayer le réchauffement de la planète. Nous prenons le chemin inverse.

De même, nous n'avons pas réussi à aider les pays vulnérables à s'adapter aux effets des changements climatiques. Il ne faut pas laisser des pays comme le Pakistan lutter seuls contre les catastrophes induites par un changement de climat, les forçant à dépendre de la résilience de leur population confrontée à des souffrances et à la pauvreté, ou de la générosité et de la charité de leurs amis. Nous devons mettre en place des mécanismes mondiaux qui permettent aux pays frappés par les changements climatiques d'accéder aux ressources nécessaires pour atténuer les effets des catastrophes climatiques de plus en plus fréquentes et intenses, et pour se relever rapidement de ces catastrophes. Nous espérons que la prochaine session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra en Égypte, permettra de parvenir à un accord sur de telles solutions grâce à la solidarité, comme l'a indiqué le Président.

Le projet de résolution A/77/L.3 exhorte la communauté internationale à apporter tout son appui et toute son assistance au Gouvernement pakistanais pour l'aider à atténuer les effets dévastateurs des inondations et à répondre aux besoins de relèvement et de reconstruction à moyen et à long terme. Il prend note de l'appel lancé par le Secrétaire général pour qu'une aide massive soit fournie au Pakistan et de la demande de justice climatique exprimée par mon Premier Ministre.

Le projet de résolution accueille avec satisfaction la proposition qui a été faite de convoquer une conférence d'annonce de contributions afin de solliciter l'aide et les engagements nécessaires pour les phases de relèvement et de reconstruction à long terme dans les zones frappées par la catastrophe. Il appelle également les entités des Nations Unies, dans le cadre de leurs mandats respectifs, à continuer d'aider le Gouvernement pakistanais à établir un plan de reconstruction résiliente face

aux changements climatiques, pouvant répondre aux priorités nationales et aux impératifs de développement et conforme aux objectifs de développement durable et à l'Accord de Paris, qui serait présenté à la conférence d'annonce de contributions. Nous comptons sur l'appui de l'ensemble du système des Nations Unies pour élaborer ce plan dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour le développement durable. Nous espérons également que le Fonds commun du Groupe pour le développement durable pourra apporter son appui à l'élaboration et à la mise en œuvre de ce plan.

Le projet de résolution prie également le Secrétaire général de communiquer des informations actualisées sur sa mise en œuvre au deuxième trimestre de 2023 et de présenter un rapport complet à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session. Nous sommes convaincus que l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et les Conseils exécutifs concernés examineront les progrès réalisés à tous les niveaux pour assurer un suivi solide du texte.

Enfin, je voudrais remercier tous les États Membres de leur participation constructive aux consultations sur le projet de résolution. Nous tenons également à remercier tout particulièrement tous les États Membres qui se sont portés coauteurs du projet de résolution. Nous espérons que l'Assemblée générale adoptera le projet de résolution A/77/L.3 par consensus.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/77/L.3, intitulé « Expression de solidarité et appui au Gouvernement et au peuple pakistanais, et intensification des secours d'urgence et des activités de relèvement, de reconstruction et de prévention à la suite des récentes inondations dévastatrices ».

Je donne maintenant la parole au représentant du Secrétariat.

M. Abelian (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) (*parle en anglais*) : Je voudrais donner lecture de l'état des incidences financières ci-après, établi conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et qui sera distribué à tous les États Membres.

La demande contenue dans le paragraphe 12 du projet de résolution A/77/L.3 prévoit la production en 2023, dans les six langues officielles, d'un document d'avant-session représentant un volume de 8 500 mots. Cela viendrait s'ajouter à la charge de travail du Département de l'Assemblée générale et de la gestion

des conférences en matière de documentation en 2023 et les dépenses non renouvelables à prévoir sont estimées à 26 400 dollars. Toutefois, le Département fera tout son possible pour donner suite à cette demande dans la limite de ses capacités actuelles.

Aux termes du paragraphe 8 du projet de résolution, l'Assemblée générale accueillerait avec satisfaction la proposition qui a été faite de convoquer dans les meilleurs délais une conférence d'annonce de contributions. Lorsque les modalités de la conférence d'annonce de contributions auront été intégrées à un projet de résolution ultérieur, le Secrétaire général réévaluera les incidences correspondantes et en informera l'Assemblée générale, conformément à l'article 153 du Règlement intérieur.

Par conséquent, si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/77/L.3, aucune demande de crédits supplémentaires ne sera présentée au titre du budget-programme de 2023.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de résolution A/77/L.3.

Je donne la parole au représentant du Secrétariat.

M. Abelian (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) (*parle en anglais*) : J'informe les délégations que, depuis le dépôt du projet de résolution, outre ceux énumérés dans le document publié sous la cote A/77/L.3, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Afghanistan, Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Colombie, Comores, Côte d'Ivoire, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grenade, Indonésie, Iraq, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Monaco, Mongolie, Monténégro, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Philippines, Portugal, République arabe syrienne, République de Corée, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Seychelles, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Tchad, Tchèque, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Türkiye, Ukraine, Vanuatu, Zambie et Zimbabwe.

Le Président (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter le projet de résolution A/77/L.3 ?

Le projet de résolution A/77/L.3 est adopté (résolution 77/1).

Le Président (*parle en anglais*) : Avant de donner la parole au titre des explications de position après l'adoption, je rappelle aux délégations que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Smith (Bahamas) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des 14 États membres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), en appui à la résolution 77/1, adoptée aujourd'hui.

La CARICOM exprime toute sa sympathie aux familles et aux proches des personnes qui ont péri, qui souffrent encore et sont en deuil, et nous assurons de notre appui le Gouvernement et le peuple pakistanais suite à ces inondations catastrophiques. Les États membres de la CARICOM ont pris acte des pertes en vies humaines et de l'ampleur des destructions et des déplacements de population au Pakistan. Il est urgent de fournir aux personnes des ressources vitales, permettant de gérer les catastrophes et les situations consécutives aux catastrophes et de réhabiliter les infrastructures sociales, ainsi que de rétablir des conditions normales pour la population.

L'ampleur de ce dérèglement traduit une instabilité planétaire. Les mesures prises face à ce dérèglement montrent les failles systémiques de l'architecture financière mondiale et les lacunes des infrastructures visant à aider les États vulnérables en crise. Outre la référence aux ressources physiques nécessaires pour rebâtir des communautés fonctionnelles, la résolution tient compte de la volonté de maintenir un engagement international à long terme dans les situations de redéveloppement consécutives aux catastrophes. La CARICOM est consciente que la volonté de la communauté internationale est aussi importante que les capacités de financement et les ressources en ces temps difficiles partout dans le monde.

La CARICOM fait observer que l'utilisation dans la résolution des mots « rapidité, adéquation, efficacité, cohérence et coordination », en ce qui concerne l'aide humanitaire immédiate, s'applique avec la même force à l'action et à la politique financières en vue d'un patrimoine mondial durable. Par conséquent, nous prenons acte des similarités entre les dispositions de la résolution et le plaidoyer des petits États insulaires en développement, en ce qui concerne la planification de l'adaptation, entre autres initiatives relatives à l'action climatique.

La CARICOM appuie également la proposition qui a été faite dans la résolution de convoquer une conférence d'annonce de contributions, afin de solliciter l'aide et les

engagements nécessaires pour les phases de relèvement et de reconstruction à long terme dans les zones frappées par la catastrophe. En collaboration avec le Pakistan, elle demande instamment que les engagements pris à cette conférence soient honorés en temps voulu.

Il est encourageant que la majorité des États Membres se soient portés coauteurs de la résolution 77/1. Comme les résolutions adoptées précédemment au titre de points similaires de l'ordre du jour, cette résolution vient s'ajouter au plaidoyer en faveur de la transformation de l'architecture de gouvernance mondiale, afin que celle-ci réponde aux réalités de tous les peuples et de notre planète.

La CARICOM considère l'adoption de la résolution 77/1 comme un renforcement de l'importance du système multilatéral. Les petits États insulaires en développement et les autres États en développement comptent sur le respect par tous les États du droit international, de la Charte des Nations Unies et des principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité, d'équité et de justice pour notre survie, comme le préconise la résolution.

C'est pourquoi la CARICOM est heureuse de faire référence au plaidoyer constant de haut niveau du Secrétaire général António Guterres, tel que présenté dans la résolution, au nom de l'action climatique et des causes liées aux secours humanitaire et au développement. La CARICOM réaffirme donc sa solidarité et son soutien au Gouvernement et au peuple pakistanais.

M^{me} Carty (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadeur Akram du tableau très convaincant qu'il a brossé pour nous tous ce matin. Il nous émeut certainement tous. J'ai eu l'occasion de visiter son beau pays, et je ne peux qu'imaginer à quel point ce moment est accablant. Il a toute notre sympathie.

Les États-Unis se tiennent aux côtés de la population du Pakistan touchée par ces graves inondations. Nous sommes profondément attristés par l'ampleur de cette catastrophe, près de 8 millions de personnes déplacées, 2 millions de maisons détruites et des millions d'hectares de cultures emportés par les eaux. La perte d'êtres chers, de moyens de subsistance, de maisons, d'hôpitaux et d'infrastructures essentielles dans tout le Pakistan est tragique et, comme toujours, les femmes et les filles sont les plus touchées.

L'administratrice de l'Agence des États-Unis pour le développement international, Samantha Power, a pu voir les dégâts de ses propres yeux lorsqu'elle s'est rendue au Pakistan le mois dernier dans les zones touchées par les inondations, et a discuté des efforts

visant à aider les personnes les plus touchées. M^{me} Power a rencontré le Secrétaire général et le Premier Ministre Sharif pour réfléchir à la réponse internationale et aux moyens par lesquels la communauté internationale peut apporter un appui opportun et indispensable.

Selon l'appel de fonds lancé par l'Organisation des Nations Unies, il faut maintenant un total de 816 millions de dollars pour garantir la sécurité alimentaire, répondre à d'éventuelles épidémies, assurer la protection et préserver les moyens de subsistance. Ce total est plus de cinq fois supérieur à l'appel initial du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et traduit les effets dévastateurs de cette tragédie.

Cette année, le Gouvernement des États-Unis a fourni plus de 67 millions de dollars en termes d'aide aux victimes des inondations et d'assistance humanitaire au Pakistan. Ces fonds permettent de fournir des denrées alimentaires, de l'eau potable, de l'aide alimentaire, des installations sanitaires, des abris et d'autres aides à des millions de personnes dans le besoin. Nous finançons également les efforts de logistique et de coordination, en étroite collaboration avec le Gouvernement pakistanais, afin que les organisations humanitaires puissent rapidement étendre la portée de leurs programmes et fournir une assistance sans entrave à toutes les personnes qui en ont besoin. Nous exhortons les autres États Membres à faire de même.

C'est avec fierté que les États-Unis se sont portés coauteurs de la résolution 77/1, adoptée aujourd'hui. Nous soutenons l'accent mis dans la résolution sur le renforcement de la résilience à plus long terme, grâce aux efforts d'atténuation et d'adaptation face au climat et de réduction des risques de catastrophe. Intégrer la réduction des risques de catastrophe dans le cadre de l'aide humanitaire et de l'aide au développement renforce la capacité des populations et des gouvernements à faire face aux crises, peut protéger les gains économiques et de développement et contribuer à garantir les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable.

La crise climatique à laquelle nous sommes confrontés est grave, et les conséquences de l'inaction seraient cataclysmiques. Comme l'a dit le Président, nous devons chercher des solutions ici, chaque jour. Dans la perspective de la vingt-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, n'oublions pas que ces changements ne connaissent pas de frontières et que nous devons nous attaquer à leurs effets dévastateurs.

M. Chindawongse (Thaïlande) (*parle en anglais*) :

La Thaïlande tient à exprimer ses sincères condoléances et sa solidarité au Gouvernement et au peuple pakistanais, qui doivent faire face aux conséquences dramatiques, en termes de vies perdues et de moyens de subsistance détruits par les pires inondations que le Pakistan ait connues depuis des décennies.

Je voudrais saisir cette occasion pour saluer les efforts déployés par le Gouvernement pakistanais, le système des Nations Unies, les travailleurs humanitaires et de première ligne, les organisations de la société civile et les communautés locales pour faire face à cette catastrophe en apportant une aide humanitaire aux personnes qui en ont besoin.

La Thaïlande est fière de s'être portée coauteure de la résolution 77/1, qui vient d'être adoptée. Elle a aussi joué sa modeste part en contribuant à atténuer les conséquences des inondations, avec des dons de plus de 7 millions de baht du Ministère thaïlandais des inondations et de plus de 14 millions de baht des organisations de la société civile de mon pays. Il reste des défis à relever, comme l'a indiqué le Représentant permanent du Pakistan, qui vont de la nécessité de remédier aux problèmes de santé publique qui demeurent à la promotion du relèvement.

En conséquence, la Thaïlande exhorte la communauté internationale et les parties prenantes concernées à appuyer le Pakistan dans ses efforts de secours et de relèvement, notamment par l'intermédiaire de la conférence d'annonce de contributions, comme noté dans la résolution. En outre, ainsi que l'ont indiqué le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général, nous devons sans délai faire davantage pour relever le défi des changements climatiques et remédier au problème de la vulnérabilité climatique. La vingt-septième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Charm el-Cheikh, est donc une occasion cruciale d'engager une action d'urgence à cet égard.

En tant que pays encore en deuil de sa propre tragédie survenue récemment dans une garderie pour enfants, qui a coûté la vie à des dizaines de personnes, des enfants pour la plupart, et en tant que pays qui subit aussi actuellement des inondations dans nombre d'endroits, la Thaïlande est bien placée pour comprendre la douleur et les difficultés que cette catastrophe naturelle doit infliger à de nombreuses familles du Pakistan. Nous continuons par conséquent d'espérer que, en tant que famille de nations, nous saurons tirer de pareilles tragédies une force renouvelée et un regain de foi dans l'esprit de l'humanitarisme et

de compassion afin non seulement de surmonter les effets des catastrophes actuelles mais également de mieux nous préparer à celles qui frapperont à l'avenir.

M. Alwasil (Arabie saoudite) (*parle en arabe*) :

Tout d'abord, mon pays, le Royaume d'Arabie saoudite, exprime sa solidarité avec le peuple et le Gouvernement de la République sœur du Pakistan à la suite des pluies torrentielles, des inondations et des déluges qui ont fait un nombre sans précédent de morts, de blessés et de disparus. Nous adressons également nos sincères condoléances aux familles des personnes décédées et au Gouvernement pakistanais pour cet événement douloureux, et nous souhaitons à tous les blessés un prompt rétablissement.

Le Royaume d'Arabie saoudite a été parmi les premiers États à aider le peuple pakistanais frère à faire face aux conséquences dévastatrices de cette catastrophe, en coordination étroite avec le Gouvernement pakistanais. Mon pays, représenté par le Centre Roi Salman pour les secours et l'action humanitaires, a répondu immédiatement. Le Centre opère actuellement un pont aérien qui apporte de la nourriture, des médicaments et des abris au moyen de 10 avions afin de prêter assistance à 35 000 bénéficiaires. Nous préparons également la livraison d'une aide humanitaire supplémentaire d'une valeur de plus de 10 millions de dollars pour porter secours à plus de 700 000 bénéficiaires.

Le Royaume d'Arabie saoudite n'épargne aucun effort face aux changements climatiques. Nos plans et priorités à l'échelle nationale tiennent compte de cette exigence. Nous insistons sur le fait que la prise en charge de telles catastrophes et de leurs répercussions humanitaires suppose une réaction rapide et une coopération entre tous les membres de la communauté internationale.

Pour terminer, le Royaume d'Arabie saoudite réaffirme sa solidarité avec la République islamique du Pakistan et son peuple frère. Nous exhortons la communauté internationale, en particulier les pays donateurs, à fournir au Pakistan toute l'aide et l'appui humanitaires requis pour un relèvement, une remise en état et une reconstruction rapides.

M. Ibragimov (Ouzbékistan) (*parle en anglais*) :

Pour commencer, je tiens à adresser nos sincères condoléances et à exprimer notre compassion au Gouvernement et au peuple pakistanais pour les pertes massives en vies humaines qu'ont entraînées les inondations dévastatrices dans de vastes zones du pays. Nos pensées et nos prières vont aux victimes et aux familles qui ont perdu des êtres chers, ainsi qu'aux blessés et aux personnes touchées.

L'Ouzbékistan s'est porté coauteur de la résolution 77/1 car nous estimons que la communauté internationale doit être aux côtés du Gouvernement et du peuple pakistanais pour surmonter les effets désastreux d'inondations sans précédent, fournir des secours d'urgence, reconstruire les zones détruites et remettre sur pied les communautés touchées. Il en va de notre devoir moral et nous en avons l'obligation.

Je tiens à faire observer que, depuis la survenue de cette catastrophe naturelle, le Gouvernement ouzbèke a fourni des secours d'urgence très nécessaires aux populations touchées du Pakistan, à la fois à titre national et en collaboration étroite avec les institutions spécialisées des Nations Unies. Dès les premiers jours de ces graves inondations, l'Ouzbékistan a prêté assistance au Pakistan sous la forme de denrées alimentaires, de couvertures chaudes et d'autres produits de première nécessité. En outre, le 29 septembre, l'Ouzbékistan et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont envoyé leur toute première cargaison aérienne conjointe d'aide humanitaire au Pakistan, qui contenait plus de 15 tonnes d'unités de logement du HCR pour fournir un hébergement provisoire aux personnes dont le foyer a été détruit.

L'Ouzbékistan et le HCR continuent d'appuyer les efforts de secours dans les parties du Pakistan frappées par les inondations où la situation reste très difficile. Le pôle international multifonctionnel de transport et de logistique pour l'aide humanitaire, récemment mis en place dans la ville ouzbèke de Termez, a été l'un des principaux centres de transfert pour l'envoi d'aide humanitaire en Afghanistan. Nous encourageons l'ensemble des États Membres, donateurs internationaux et organisations philanthropiques à prêter main-forte pour contribuer à atténuer les répercussions désastreuses des inondations au Pakistan.

M. Gunaratna (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Le Gouvernement et le peuple sri-lankais sont solidaires du Gouvernement et du peuple de la République islamique du Pakistan touchée par des inondations sans précédent, qui ont infligé des dommages incommensurables aux vies et aux biens dans notre pays frère d'Asie du Sud. Cet événement malheureux souligne les effets néfastes croissants des changements climatiques, en particulier dans les pays climatiquement vulnérables. Dans ce contexte, Sri Lanka insiste sur la nécessité de continuer à fournir des secours humanitaires immédiats aux populations touchées, tout en appuyant les efforts de remise en état, de reconstruction et de développement,

en faisant preuve de coopération et en œuvrant à la réduction des risques de catastrophe.

Nous appelons le système des Nations Unies et la communauté internationale à maintenir leur assistance à court et long terme afin de garantir un relèvement durable. Il convient de noter que, quand des pays sont frappés par de telles catastrophes naturelles, le système financier international ne dispose pas de mécanisme efficace pour réagir rapidement et veiller à ce que les pays en question bénéficient d'une aide pour se remettre de leurs difficultés. Au contraire, les pays confrontés à pareils désastres sont le plus souvent obligés d'emprunter dans des conditions très dures et intenable qui les conduisent vers une situation où ils se retrouvent prisonniers d'un piège potentiellement mortel. C'est le système financier que le Secrétaire général décrit comme se trouvant en état de faillite morale, étant donné qu'il exploite la situation à son avantage.

Par conséquent, Sri Lanka se félicite particulièrement des dispositions de la résolution 77/1 qui appellent à l'organisation d'une conférence d'annonce de contributions pour solliciter l'aide nécessaire, un accroissement de l'aide humanitaire et l'aide du système des Nations Unies au Gouvernement pakistanais pour l'établissement d'un plan de reconstruction résiliente face aux changements climatiques, tout en reconnaissant l'importance du financement climatique à l'appui de mesures d'atténuation et d'adaptation.

Il est vrai que les situations de catastrophe sont aussi l'occasion pour l'humanité de répondre avec une grande résilience. Puisqu'il est véritablement dans la nature humaine de s'élever jusqu'à la maîtrise de l'environnement, nous sommes convaincus que la résilience et la solidité du peuple pakistanais se manifesteront face à ce défi considérable. La communauté internationale a donc le devoir moral d'aider tout aussi considérablement. Dans ce contexte, Sri Lanka se félicite de s'être portée coauteure de cette résolution tombant à point nommé, qui est dans l'intérêt du peuple pakistanais et crée un précédent sain pour aider les pays en proie à des circonstances similaires.

M. Mohamed (Égypte) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord présenter mes sincères condoléances à la délégation de la République islamique du Pakistan à la suite des récentes inondations qui ont touché le pays, qui ont fait de nombreuses victimes, et souhaiter un prompt rétablissement à tous les blessés.

L'Égypte se félicite de l'adoption de la résolution 77/1 et du message qu'elle contient. Cette résolution souligne la nécessité de promouvoir la coopération internationale pour faire face aux conséquences économiques, sociales et environnementales des changements climatiques ainsi qu'aux pertes en vies humaines et aux déplacements accrus qui en résultent, mais aussi aux autres conséquences négatives des changements climatiques sur la sécurité alimentaire, la santé publique et les services de base.

La résolution 77/1, qui vient d'être adoptée, réaffirme qu'il est urgent de mettre rapidement en œuvre les promesses et les engagements en matière de lutte contre les effets des changements climatiques à tous les niveaux et de renouveler les engagements pris à l'échelle internationale de déployer les efforts nécessaires, notamment en fournissant des moyens de mise en œuvre, surtout pour le financement et le renforcement des capacités d'adaptation et pour remédier aux pertes et préjudices résultant des changements climatiques, tout en assurant un financement adéquat de l'action climatique et en doublant les fonds consacrés aux mesures d'adaptation.

En tant que Présidente de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'Égypte appelle une fois de plus à concrétiser nos promesses et nos engagements et à soutenir rapidement les pays en développement pour les aider à faire face aux conséquences dévastatrices des changements climatiques, dans le respect des principes d'équité et de responsabilité communes mais différenciées. L'Égypte souligne qu'elle n'épargnera aucun effort pour créer un environnement qui permettra d'obtenir des résultats tangibles à la Conférence, laquelle se tiendra à Charm el-Cheikh en novembre.

M^{me} Bayramli-Hamidova (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord exprimer la profonde sympathie de l'Azerbaïdjan au Gouvernement et au peuple pakistanais, un pays frère, face aux dégâts considérables et aux énormes pertes en termes de vies humaines, d'infrastructures et de moyens de subsistance causés par les inondations meurtrières provoquées par des pluies de mousson torrentielles. L'Azerbaïdjan a coparrainé la résolution 77/1, qui vient d'être adoptée en toute solidarité. Nous présentons nos condoléances à ceux qui ont perdu des membres de leur famille et des proches dans ces moments tragiques.

La crise climatique mondiale a contribué à cette terrible catastrophe, causant des souffrances humaines sans précédent au Pakistan. Alors que le pays fait face à

une catastrophe climatique dévastatrice, il est important que la résolution souligne qu'il faut d'urgence renforcer la capacité d'adaptation et la résilience et réduire la vulnérabilité face aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Dans ce contexte, il est capital d'améliorer l'accès au financement de l'action climatique pour aider les pays en développement, notamment ceux qui sont particulièrement vulnérables face aux effets néfastes des changements climatiques, à s'adapter à ces changements et à les atténuer. L'Azerbaïdjan accueille avec satisfaction la proposition qui a été faite de convoquer une conférence d'annonce de contributions afin de solliciter l'aide et les engagements nécessaires pour les phases de relèvement et de reconstruction à long terme dans les zones frappées par la catastrophe.

Nous encourageons les autres pays à s'associer aux voix qui appellent à la solidarité internationale avec le Pakistan en ces temps difficiles et à aider le Gouvernement pakistanais à obtenir les ressources financières nécessaires pour répondre aux besoins immédiats des personnes touchées et planifier les activités de relèvement après la catastrophe, tout en s'adaptant aux effets menaçants des changements climatiques.

M. Kariuki (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Nous adressons nos plus profondes et sincères condoléances au peuple pakistanais et aux familles des victimes. Comme l'ont dit le Secrétaire général et l'Ambassadeur Akram, les inondations démontrent les effets catastrophiques des changements climatiques. Elles ont frappé des personnes qui font partie des plus vulnérables dans un des pays les plus exposés au monde. Nous sommes solidaires de nos amis pakistanais.

Le Royaume-Uni se félicite de l'adoption de la résolution 77/1. Il est essentiel que la communauté internationale continue d'aider le peuple pakistanais dans ses efforts de relèvement et de reconstruction après la catastrophe. En septembre, le Royaume-Uni a annoncé une contribution de 18,4 millions de dollars pour fournir des abris et des produits de première nécessité à la population dans tout le pays. Cela représente 10 % de l'appel éclair initial lancé par l'ONU. Nous sommes engagés à collaborer avec le Gouvernement pakistanais, les organismes internationaux et la société civile pour aider au mieux les personnes dans le besoin.

Nous saluons le travail entrepris par l'ONU et la Banque mondiale pour répondre rapidement à leurs besoins urgents. Nous encourageons ces organisations à

travailler en collaboration avec le Gouvernement pakistanais et la communauté internationale dans un esprit de coordination, de collaboration et de transparence afin que l'appui aux efforts de secours et de reconstruction soit à la fois efficace et utile. Il est également important de mener des interventions à plus long terme pour renforcer la résilience climatique, avec l'appui des institutions financières internationales. À la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue l'année dernière, le Royaume-Uni s'est engagé à verser plus de 61 millions de dollars pour des activités menées en partenariat avec le Pakistan en vue de lutter contre les changements climatiques, de gérer plus durablement les ressources en eau et de mobiliser des investissements en faveur de l'action climatique.

Cette tragédie est d'une ampleur sans précédent, qui illustre les conséquences humaines des changements climatiques et la nécessité pour nous tous de maintenir l'élan à l'approche de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Cette catastrophe met également en évidence les raisons pour lesquelles le monde doit s'attacher à renforcer la résilience climatique. Cela implique notamment de renforcer l'engagement en faveur des mesures d'adaptation, notamment leur financement, ainsi qu'en faveur d'une transition à des sources d'énergies propres le plus rapidement possible, tout en prenant l'engagement de formuler et de mettre en œuvre des contributions ambitieuses déterminées au niveau national.

M. Sahraoui (Algérie) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à exprimer de nouveau la pleine solidarité et l'appui de l'Algérie au peuple et au Gouvernement pakistanais à la suite des récentes inondations dévastatrices qui ont frappé le pays, qui ont fait des centaines de morts et qui ont touché des centaines de milliers de personnes qui se sont retrouvées sans abri ou déplacées, en particulier des femmes et des enfants, et qui ont causé d'énormes dégâts considérables aux infrastructures, dont la reconstruction exigera des efforts considérables.

Toutes les capacités doivent être mobilisées pour aider le pays à surmonter cette épreuve. Nous nous félicitons donc de l'adoption de la résolution 77/1, qui exprime sincèrement la solidarité de l'ensemble de la communauté internationale avec le Pakistan et sa détermination à lui apporter l'appui nécessaire pour l'aider à surmonter rapidement les conséquences de cette catastrophe naturelle.

Les événements survenus au Pakistan, un pays frère, confirment une fois de plus que les effets

dévastateurs des changements climatiques sont devenus une triste réalité dont nous sommes témoins chaque jour et qui nous oblige à ne ménager aucun effort pour traiter rapidement les questions fondamentales liées aux changements climatiques, notamment le financement, le renforcement des capacités et le transfert de technologies.

Nous réaffirmons donc l'importance de la solidarité internationale avec le Pakistan pour faire face à cette crise, conformément aux besoins et aux priorités annoncés par le Gouvernement pakistanais, et remédier aux conséquences immédiates des inondations, en particulier dans les domaines de la santé, des services de base et d'une reconstruction résiliente. Cela permettra au Pakistan de se préparer à faire face à des événements similaires à l'avenir. La réponse à de telles crises exige une action collective de la part de toutes les parties prenantes, y compris les bailleurs de fonds.

Pour terminer, l'Algérie renouvelle son appui à ce pays frère qu'est le Pakistan en ces temps difficiles.

M. Koba (Indonésie) (*parle en anglais*) : C'est avec plaisir que l'Indonésie s'est associée aux autres pays qui ont parrainé la résolution 77/1. L'Indonésie est prête à témoigner sa solidarité avec le Gouvernement et le peuple pakistanais face aux effets dévastateurs de cette catastrophe. Nous adressons nos sincères condoléances aux familles des victimes et aux autres personnes touchées. En témoignage de notre solidarité et de notre soutien, l'Indonésie a envoyé 2,2 millions de dollars d'aide d'urgence au Pakistan.

La prévalence des catastrophes naturelles nous rappelle l'importance cruciale de mieux nous y préparer et d'améliorer notre résilience aux changements climatiques. En tant que pays sujet aux catastrophes naturelles, l'Indonésie est prête à partager son expérience en matière de réduction des risques de catastrophe et à contribuer à l'avancement de cet important programme, notamment au travers de la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et du Programme de Bali pour la résilience.

Qu'il me soit permis d'exprimer une fois de plus notre solidarité avec le Gouvernement et le peuple pakistanais. Je suis convaincu que, avec le ferme appui de la communauté internationale, le Pakistan sera en mesure de se relever et de se reconstruire plus solidement.

M. Espinosa Cañizares (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie l'Ambassadeur Munir Akram d'avoir présenté l'importante résolution adoptée aujourd'hui (résolution 77/1). Je souscris aux messages de fraternité et de soutien transmis par les orateurs qui m'ont précédé.

La force des inondations qui ont frappé le Pakistan et la dévastation qui en résulte ne peuvent être interprétées que comme un message clair de la nature qui se révolte face aux abus que l'humanité lui a fait subir. Elle nous rappelle une fois de plus la fragilité de notre propre écosystème.

Le multilatéralisme est confronté à l'un des plus grands défis de son histoire. La question à laquelle nous devons répondre de manière responsable et engagée vis-à-vis des générations futures est la suivante : comment faire face à ces nouvelles menaces pour la vie qui remettent en question la capacité des États à protéger leurs citoyens ?

La réponse à cette question passe sans aucun doute par la solidarité. L'Équateur est un pays profondément attaché aux efforts collectifs. Nous croyons en la puissance du multilatéralisme. Nous sommes convaincus que la seule façon de faire obstacle aux conséquences des changements climatiques est de prendre des engagements fondés sur la solidarité. Forts de cette conviction, nous soutenons le Gouvernement et le peuple pakistanais et sommes prêts à appuyer les efforts de relèvement dans les zones dévastées par les inondations.

M. Aidid (Malaisie) (*parle en anglais*) : La Malaisie se joint aux autres pays pour exprimer ses plus sincères condoléances au Gouvernement et au peuple pakistanais dans le contexte des récentes inondations massives qui ont fait plus de 1 600 victimes et touché 40 millions de personnes. L'adoption par consensus de la résolution 77/1 témoigne du soutien et de la solidarité de la communauté internationale envers le peuple pakistanais.

Afin d'alléger les souffrances des victimes, le Gouvernement malaisien versera la somme de 200 000 dollars par l'intermédiaire du Fonds d'aide aux victimes des inondations de 2022 du Premier Ministre pakistanais, qui a été créé par le haut-commissariat du Pakistan à Kuala Lumpur pour appuyer les efforts de secours et de sauvetage en cours. En plus de l'assistance fournie par le Gouvernement, les organisations non gouvernementales (ONG) locales malaisiennes sont également intervenues pour fournir une aide aux personnes touchées au Pakistan. Nos ONG opèrent actuellement dans les zones touchées par les inondations et y fournissent des soins médicaux essentiels, des colis alimentaires, des repas et des abris temporaires.

Afin d'aider le peuple pakistanais en cette période périlleuse, il est nécessaire d'adopter une approche intégrée visant à mobiliser toutes les formes d'assistance, qu'elles soient financières ou en nature. Nous saluons le fait que l'Organisation des Nations Unies a récemment

quintuplé son appel éclair pour le Pakistan, passant de 160 millions de dollars à 816 millions de dollars. Cette aide est essentielle pour répondre à des besoins fondamentaux, notamment en eau propre et en nourriture. Le Gouvernement pakistanais estime qu'il aura besoin de plus de 10 milliards de dollars pour reconstruire les infrastructures critiques endommagées ainsi que les logements détruits. Nous devons répondre à cet appel et travailler main dans la main pour aider le Pakistan à pourvoir aux besoins immédiats et à long terme de sa population afin que celle-ci puisse se relever de cette catastrophe.

L'épisode malheureux qui a frappé le Pakistan est un sinistre rappel de la crise climatique avec laquelle nous sommes aux prises aujourd'hui. Nous avons été les témoins des ravages d'innombrables catastrophes naturelles résultant des changements climatiques aux quatre coins du monde. La communauté internationale se doit d'y accorder une attention particulière et de prendre des mesures concrètes pour lutter contre les changements climatiques afin de mieux prévenir de futures tragédies partout dans le monde.

La Malaisie réaffirme son soutien et sa solidarité avec le Gouvernement et le peuple pakistanais en cette période difficile et se tient prête à apporter son aide par tous les moyens possibles.

M. Aydil (Turquie) (*parle en anglais*) : Nous sommes profondément attristés par les inondations catastrophiques au Pakistan, qui ont coûté la vie à de nombreux frères et sœurs pakistanais et causé d'importants dégâts. Nous souhaitons le repos éternel à ceux qui ont perdu la vie, transmettons nos condoléances au Gouvernement ami et au peuple frère du Pakistan et souhaitons un prompt rétablissement aux blessés. À ce jour, nous avons envoyé 15 avions et 13 trains chargés de milliers de tonnes de matériel de secours, notamment des tentes et des bateaux. La Turquie a également installé un vaste village de tentes pour les personnes déplacées dans la province pakistanaise du Sind. Nous continuerons à fournir une aide humanitaire d'urgence dans les zones qui en ont le plus besoin.

Lors de son allocution à l'Assemblée générale le mois dernier (voir A/77/PV.10), le Premier Ministre Shehbaz Sharif nous a prévenus que ce qui s'est passé au Pakistan ne se limitera pas au Pakistan. Il s'agissait d'un rappel brutal de l'avenir difficile qui attend l'ensemble de l'humanité dans un environnement en mutation rapide. Aucune nation ne peut, à elle seule, relever les défis monumentaux posés par les forces de la nature. L'Organisation des Nations Unies a un rôle essentiel à jouer pour assurer

la coordination nécessaire de l'acheminement de l'aide humanitaire d'urgence, ainsi que pour aider tous les États Membres à mieux se préparer à des événements similaires à l'avenir en renforçant leur résilience.

M^{me} Alnuaimi (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, le Gouvernement et le peuple des Émirats arabes unis expriment leurs sincères condoléances au Gouvernement et au peuple du Pakistan, pays ami, pour les victimes des inondations et des déluges dévastateurs qui ont fait des centaines de morts, entraîné le déplacement de dizaines de milliers de personnes et causé des dommages importants aux infrastructures après qu'un tiers de la superficie du pays a été submergée par les eaux.

Dans ces circonstances difficiles résultant des changements climatiques, les Émirats arabes unis soulignent qu'il importe de fournir une aide humanitaire au Pakistan, sur la base des principes d'humanité et d'impartialité, afin que toutes les personnes touchées ou dans le besoin bénéficient d'une assistance d'urgence. Mon pays a donc sans tarder envoyé de l'aide aux personnes déplacées qui ont dû fuir les zones récemment inondées, notamment des milliers de tonnes de denrées alimentaires, des équipements médicaux et des médicaments, ainsi que des tentes pour les abriter. Nos équipes de secours ont apporté leur appui à de nombreux niveaux aux institutions pakistanaises qui assurent la sécurité des personnes touchées et répondent à leurs besoins.

Les catastrophes résultant des changements climatiques auxquelles nous assistons aujourd'hui mettent en évidence la nécessité d'intensifier les efforts internationaux pour atténuer les répercussions de ce phénomène et venir en aide aux pays les plus exposés, notamment en trouvant des solutions pratiques et réfléchies face à la crise climatique.

Étant donné notre engagement à soutenir les travaux sur le climat, nous nous réjouissons à la perspective de participer activement à la vingt-septième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra en République arabe d'Égypte en novembre. Nous sommes également déterminés à continuer de nouer des partenariats, de garantir l'inclusion et d'investir dans des domaines qui produiront des résultats concrets dans la lutte contre les changements climatiques. Nous voudrions également déclarer que nous sommes prêts à accueillir la vingt-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Pour terminer, les Émirats arabes unis réaffirment leur entière solidarité avec le Gouvernement et le peuple pakistanais dans les circonstances actuelles. Nous continuerons de fournir des secours, une assistance humanitaire et une aide au développement, tout en nous efforçant d'unir les efforts et de mobiliser l'appui au profit des personnes touchées jusqu'à ce qu'elles puissent surmonter leurs difficultés actuelles et reprendre une vie normale dans les zones touchées.

M. Meschchanov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Avant tout, nous voudrions présenter toutes nos condoléances les plus sincères au peuple et au Gouvernement pakistanais, qui traversent actuellement une période douloureuse de leur histoire. Les inondations destructrices qui ont ravagé le pays sont d'une ampleur sans précédent et suscitent une réelle inquiétude quant aux éventuelles conséquences considérables pour les habitants de ce pays ami.

Notre délégation est favorable à l'adoption rapide de la résolution 77/1. Nous nous en sommes donc portés coauteurs sans hésiter. Nous exprimons notre appui au renforcement sans condition de l'aide humanitaire internationale au Pakistan, qui, pour être plus efficace, doit être mise en œuvre en étroite coopération avec le Gouvernement pakistanais. Nous nous félicitons de la proposition visant à convoquer une conférence d'annonce de contributions pour fournir l'assistance nécessaire à toutes les personnes touchées. C'est important, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'aide humanitaire d'urgence de l'ONU.

Pour notre part, et compte tenu des possibilités limitées de transférer nos contributions au budget des organisations humanitaires des Nations Unies en raison de sanctions unilatérales, nous nous efforçons de fournir une aide humanitaire au Pakistan sur une base bilatérale. Sur instruction notamment du Président Poutine, une partie de l'aide a déjà été envoyée à Islamabad, notamment des fournitures essentielles, des denrées alimentaires et des systèmes de purification de l'eau.

M^{me} Wang Hongbo (Chine) (*parle en chinois*) : Depuis le mois de juin, le Pakistan a subi les pires inondations depuis des décennies, qui ont fait de nombreuses victimes et causé de lourdes pertes. La Chine exprime sa plus profonde sympathie au Gouvernement et au peuple pakistanais. Nous espérons que la résolution 77/1 aidera la communauté internationale à accorder une plus grande attention aux besoins humanitaires du Pakistan en matière de relèvement et de reconstruction après la catastrophe, et à apporter une assistance et un appui efficaces, immédiats et complets au Pakistan.

La Chine et le Pakistan partagent depuis longtemps de bons et de mauvais moments, s'entraînant et faisant face ensemble à des défis majeurs, tels que les catastrophes naturelles. Le Président Xi Jinping et le Premier Ministre Li Keqiang ont tous deux envoyé en temps réel des messages de condoléances aux dirigeants pakistanais. Dans le cadre de la coopération sociale et en matière de moyens de subsistance du couloir économique Chine-Pakistan, la Chine a apporté des fournitures nécessaires aux secours d'urgence, dont 4 000 tentes, 50 000 couvertures et 50 000 vêtements imperméables, qui ont toutes été déployées sur la ligne de front des secours aux sinistrés. À la demande du Pakistan, la Chine a également fourni du matériel supplémentaire pour un montant de 100 millions de yuan, ainsi que du matériel de secours supplémentaire à hauteur de 300 millions de yuan. La Chine travaillera avec toutes les parties pour continuer de fournir une aide indispensable au Pakistan et pour appuyer ses opérations de secours.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

M. Skoog (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Turquie, la Serbie, l'Albanie et la République de Moldova, pays candidats, ainsi que la Bosnie-Herzégovine et la Géorgie, s'associent à la présente déclaration.

Au nom de l'Union européenne, je souhaite adresser nos plus sincères condoléances et notre plus profonde sympathie au Gouvernement et au peuple pakistanais, ainsi qu'à l'Ambassadeur Munir Akram et à l'ensemble de l'équipe et des collègues de la Mission permanente du Pakistan, suite aux pertes en vies humaines, en êtres chers, en logements et en moyens de subsistance causées par les pluies de mousson et les inondations sans précédent survenues au Pakistan.

Les crues soudaines catastrophiques et sans précédent ont été décrites par le Secrétaire général Guterres comme un « carnage climatique ». Leurs incidences humaines immédiates et leurs conséquences humanitaires ont été graves : pertes massives en vies humaines, déplacements de population, destruction de logements, de cultures et de terres arables, perturbation de l'accès aux services de santé et d'éducation, épidémies et insécurité alimentaire. Ces conséquences ont incité la communauté internationale à faire preuve de solidarité avec le peuple pakistanais et à lui apporter son appui, comme nous l'avons entendu aujourd'hui.

Mais ne négligeons pas les conséquences à plus long terme que de telles catastrophes peuvent entraîner si nous n'agissons pas en conséquence et rapidement.

L'Union européenne et ses États membres ont apporté leur soutien énergique à des activités visant à prévenir, limiter et combattre les conséquences des catastrophes par le biais de la coopération au service du développement, de la réduction des risques de catastrophe et de l'aide humanitaire, ainsi que par le biais de fonds, d'organisations et d'initiatives dédiés au climat. Il est indispensable d'investir dans le renforcement de la résilience. Les phénomènes météorologiques extrêmes créent de nouvelles crises humanitaires dans le monde entier, comme celle qui frappe actuellement le Pakistan. Ces inondations nous incitent à faire davantage pour nous préparer aux effets des changements climatiques, notamment en intensifiant l'action humanitaire anticipée, et à renforcer la coopération internationale afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

Nous restons fermement attachés à la protection de l'espace humanitaire, y compris en cas de catastrophe naturelle. C'est essentiel pour atteindre les personnes dans le besoin, mobiliser les experts et permettre aux acteurs humanitaires de fournir une assistance vitale. Il est regrettable que l'Assemblée générale soit obligée de se réunir de plus en plus souvent pour manifester sa solidarité avec des pays confrontés aux conséquences de catastrophes naturelles, alors qu'elle adopte chaque année des résolutions humanitaires. Néanmoins, face à l'augmentation de l'ampleur et de la fréquence de ces catastrophes sous l'effet des changements climatiques, il semble que nous allons devoir nous habituer à cette nouvelle normalité.

Après la récente visite au Pakistan plus tôt cette semaine du Commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises, l'Union européenne s'est engagée à fournir une aide humanitaire supplémentaire de 30 millions d'euros, ce qui porte le montant total du soutien de l'Équipe Europe à plus de 123 millions d'euros. En outre, le Mécanisme européen de protection civile finance et coordonne une importante aide en nature assurée par un certain nombre d'États membres de l'Union européenne.

L'Union européenne et ses États membres se félicitent de l'adoption de la résolution 77/1 dans le contexte de ces récentes inondations. Nous appelons le Gouvernement pakistanais et la communauté internationale à œuvrer de concert pour répondre aux différents besoins de protection des populations touchées, en particulier les plus vulnérables.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observatrice de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

M^{me} Olson (Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) (*parle en anglais*) : Au nom de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et de ses 192 sociétés nationales, dont le Croissant-Rouge pakistanais, nous présentons nos condoléances au peuple pakistanais et nous félicitons de l'adoption de la résolution 77/1.

Le Pakistan est encore sous le choc des inondations record qu'il a subies. Un tiers du pays et 33 millions de personnes ont été touchés, et de nombreuses communautés sont encore sous les eaux. Environ 7,9 millions de personnes sont toujours déplacées, et des centaines de milliers de personnes vivent dans des camps de secours ou des tentes de fortune. Les dommages causés aux infrastructures critiques telles que les hôpitaux et les routes rendent difficile le transport des fournitures humanitaires et l'acheminement d'une assistance vitale.

L'intervention du Croissant-Rouge pakistanais, menée par des bénévoles au niveau local et soutenue par le réseau de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, vise en priorité à répondre aux besoins les plus urgents : nourriture, eau, assistance médicale, hygiène et abris pendant la phase d'urgence. Grâce à notre fonds d'urgence pour les interventions en cas de catastrophe et au vaste réseau de bénévoles et d'employés locaux du Croissant-Rouge pakistanais, nous avons apporté une aide d'urgence à environ 270 000 personnes.

S'agissant de l'avenir, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a récemment revu son appel, afin d'intensifier ses opérations et d'aider le Croissant-Rouge pakistanais à aider 1 million de personnes à se relever. La révision de notre plan d'intervention a été rendue nécessaire par l'aggravation de la situation, qui se traduit par une recrudescence des maladies provoquées par les inondations et l'inaccessibilité des aliments. Dans les zones où les eaux se retirent, les problèmes de santé et d'hygiène, tels que les maladies transmises par l'eau, mettent gravement en péril le bien-être de la population. De plus, nous contribuerons à un soutien à long terme, notamment à la mise en place de programmes d'assistance en espèces et d'abris et de moyens de subsistance pour les plus vulnérables. Le renforcement de la coordination au niveau des provinces et des districts garantira qu'aucune communauté touchée par les inondations ne soit laissée de côté.

Nous nous félicitons de ce que dans la résolution 77/1, l'Assemblée reconnaisse la nécessité de renforcer la capacité d'adaptation et la résilience, et de réduire la vulnérabilité face aux changements climatiques. Une nouvelle étude menée par l'initiative World Weather Attribution, un groupe de scientifiques internationaux, dont ceux du centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a révélé que les changements climatiques ont probablement augmenté les précipitations qui ont provoqué les inondations au Pakistan. C'est un autre exemple des conséquences dévastatrices des changements climatiques sur les personnes et les communautés. Dès le départ, nos activités d'urgence ont intégré le renforcement de la résilience et l'adaptation aux changements climatiques, et notre but est de donner une place plus importante à ces composantes dans notre stratégie opérationnelle et notre appel.

Dans l'immédiat et pendant les mois à venir, la communauté internationale doit s'unir pour soutenir le peuple pakistanais. Nous nous félicitons donc de l'appel en faveur d'un financement souple et durable, tant pour l'aide initiale que pour le relèvement et la reconstruction à long terme. Le Croissant-Rouge pakistanais et la Fédération internationale, au moyen d'activités menées localement et en collaboration avec les autorités locales et d'autres partenaires, sont prêts à jouer leur rôle pour aider les personnes les plus démunies.

M. Tavoli (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je tiens à présenter mes condoléances aux familles des victimes des récentes inondations au Pakistan et à exprimer notre entière solidarité avec le peuple et le Gouvernement de la République islamique du Pakistan. En sa qualité de coauteure, la République islamique d'Iran se félicite de l'adoption rapide de la résolution 77/1, qui traduit la volonté de la communauté internationale d'apporter son plein appui au peuple pakistanais face à cette situation catastrophique.

On ne peut faire abstraction des effets négatifs des changements climatiques. Et malheureusement, dans des cas comme celui des dernières inondations et d'autres catastrophes naturelles, qui ne sont pas rares dans notre région, ces effets destructeurs se manifestent de la manière la plus violente qui soit. Nous sommes convaincus que les changements climatiques constituent un des plus grands défis de notre temps. Prendre des mesures concrètes et réduire les effets néfastes des changements climatiques et des catastrophes naturelles est une priorité urgente et un défi mondial qui se pose à tous les pays, notamment les pays en développement, surtout ceux qui sont particulièrement vulnérables face

aux effets néfastes des changements climatiques. Il est donc absolument nécessaire d'adopter des mesures efficaces à cet égard, surtout lorsqu'il s'agit de notre région d'Asie de l'Ouest, qui est sujette aux catastrophes et exposée à une grande variété de catastrophes naturelles.

La République islamique d'Iran, en sa qualité de pays voisin et frère, se tient aux côtés de la nation et du Gouvernement amis et frères du Pakistan et a envoyé une aide humanitaire à la population dans le besoin. Nous exprimons notre solidarité aux victimes des dernières inondations en date et n'hésiterons pas à fournir toute l'aide requise dans une situation aussi grave. Nous pensons qu'en promouvant la coopération, notamment au niveau régional, et en essayant de réduire les effets néfastes des changements climatiques, nous pouvons mieux contribuer à réduire les souffrances des populations de la région.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur au titre des explications de position sur la résolution qui vient d'être adoptée. L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 69 a) de l'ordre du jour.

Point 142 de l'ordre du jour (*suite*)

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

Rapport de la Cinquième Commission (A/77/484)

Le Président (*parle en anglais*) : Les positions des délégations concernant les recommandations de la Cinquième Commission ont été clairement exposées à la Commission et sont consignées dans les documents officiels pertinents. Par conséquent, si aucune proposition n'est faite au titre de l'article 66 du Règlement intérieur,

je considérerai que l'Assemblée générale décide de ne pas débattre du rapport de la Cinquième Commission dont elle est saisie aujourd'hui.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Je rappelle aux membres que, conformément à la décision 34/401, les délégations ne doivent, dans la mesure du possible, expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission. Je rappelle aux délégations que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Avant de nous prononcer sur la recommandation figurant dans le rapport de la Cinquième Commission, j'informe les représentantes et représentants que nous allons procéder de la même manière qu'en Cinquième Commission, sauf notification contraire préalable.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution intitulé « Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : demandes présentées au titre de l'Article 19 de la Charte », recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 7 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même ?

Le projet de résolution est adopté (résolution 77/2).

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 142 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 11 h 40.